



CHAPITRE 14

Loi sur les régimes d'épargne-actions, modifiant
de nouveau la Loi sur les impôts et modifiant la
Loi des valeurs mobilières

[Sanctionnée le 22 juin 1979]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1972, c. 23,
a. 285,
remp.

1. 1. L'article 285 de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 23), remplacé par l'article 48 du chapitre 26 des lois de 1978, est de nouveau remplacé par le suivant:

Prestations
d'un régime
d'épargne-
retraite.

«**285.** Les montants visés dans l'article 284 comprennent ceux qui sont relatifs à un régime enregistré d'épargne-retraite, dans la mesure prévue par les articles 669 à 693, ceux dont l'article 697*i* exige l'inclusion dans le calcul du revenu d'un particulier pour l'année, et ceux dont l'article 700 exige l'inclusion dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année à l'égard de l'aliénation d'un intérêt dans une police d'assurance sur la vie.»

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes.

1972, c. 23,
a. 524
mod.

2. 1. L'article 524 de ladite loi, modifié par l'article 193 du chapitre 22 des lois de 1975 et l'article 7 du chapitre 18 des lois de 1976, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Ordre des
déductions.

«Toutefois, le contribuable doit appliquer dans l'ordre les dispositions des titres II, II A, II B, III, III A et III B.»

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes.

1972, c. 23,
Titre III B
et a. 544*b*,
aj.

3. 1. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 544*a*, du titre et de l'article suivants:

«TITRE III B

«RÉGIMES D'ÉPARGNE-ACTIONS

Déduction
au titre
d'un ré-
gime
d'épargne-
actions.

«**544b.** Un particulier peut déduire de son revenu pour l'année le montant prévu par l'article 697g.»

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes.

1972, c. 23,
Titre IV A
et aa.
697a-
697k, aj.

4. 1. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 697, du titre, des chapitres et des articles suivants:

«TITRE IV A

«RÉGIMES D'ÉPARGNE-ACTIONS

«CHAPITRE I

«GÉNÉRALITÉS

Définition
d'un ré-
gime
d'épargne-
actions.

«**697a.** Aux fins du présent titre, un régime d'épargne-actions est un arrangement conclu entre un particulier, autre qu'une fiducie, et un courtier au sens de la Loi des valeurs mobilières (Statuts refondus, 1964, chapitre 274) ayant un établissement au Québec et enregistré auprès de la Commission des valeurs mobilières du Québec, aux termes duquel ce particulier confie à ce courtier la garde de certaines de ses actions qu'il indique, qui ne sont incluses dans aucun autre régime de quelque nature que ce soit aux fins de la présente loi et à l'égard desquelles il choisit que les règles prévues par le présent titre s'appliquent.

Fédération
d'orga-
nismes.

L'arrangement mentionné dans le premier alinéa peut également être conclu avec une fédération d'organismes régis par une loi mentionnée dans le paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 697d ou le paragraphe *b* de l'article 697e, relativement à la garde de certaines des actions visées dans ce premier alinéa qui sont émises par un organisme régi par une telle loi.

Action éli-
gible à un
régime
d'épargne-
actions.

«**697b.** Une action pouvant faire l'objet d'un régime d'épargne-actions est une action ordinaire d'un particulier:

a) que la corporation émettrice, en vertu des conditions afférentes à l'émission de cette action, ne peut acheter ou racheter sur sa demande ou n'est pas tenue d'acheter ou de racheter à une date déterminée ou sur la demande de l'actionnaire;

b) comportant un droit de vote;

c) souscrite et payée;

d) achetée après le 27 mars 1979 par le particulier en tant que premier acquéreur autre qu'un courtier en sa qualité d'intermédiaire ou de souscripteur à forfait;

e) émise par une corporation qui, à la date du prospectus ou de la circulaire relatif à l'émission de cette action ou d'un droit de souscrire une telle action et déposé auprès de la Commission des valeurs mobilières du Québec ou, s'il s'agit d'une action émise avant le 22 juin 1979, déposé auprès de la Régie de l'électricité et du gaz, satisfait aux exigences des articles 697c à 697e et qui, dans ce prospectus ou cette circulaire, stipule que cette action constitue une action pouvant faire l'objet d'un régime d'épargne-actions donnant droit, à certaines conditions, aux avantages fiscaux prévus par le présent titre;

f) achetée dans le cadre d'une distribution d'une telle action ou d'un droit de souscrire une telle action effectuée conformément à une permission ou une exemption d'enregistrement accordée après le 27 mars 1979 par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de l'article 50 de la Loi des valeurs mobilières ou conformément à une autorisation de la Régie de l'électricité et du gaz accordée après le 27 mars 1979 et avant le 22 juin 1979 ou suite à une exemption d'enregistrement ou une non-objection accordée après le 27 mars 1979 par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu du paragraphe e du premier alinéa de l'article 20 de la Loi des valeurs mobilières ou en vertu du troisième alinéa de ce dernier article; et

g) dont le certificat est remis directement au courtier visé dans l'article 697a soit par l'émetteur du certificat, soit par un autre courtier, au sens de la Loi des valeurs mobilières, qui lui certifie qu'il a été détenu, sans interruption depuis son émission, par un tel courtier en sa qualité d'intermédiaire ou de souscripteur à forfait.

Corporation éligible à émettre une action visée dans l'article 697b.

«**697 c.** La corporation visée dans le paragraphe e de l'article 697b doit être une corporation canadienne:

a) ayant au moins cinq employés à plein temps, autres que des initiés au sens du paragraphe c de l'article 139 de la Loi des valeurs mobilières;

b) dont des actions ordinaires comportant un droit de vote sont inscrites à une bourse de valeurs mobilières reconnue par la Commission des valeurs mobilières du Québec ou dont des actions ordinaires comportant un droit de vote ont fait ou font, après le 6 juillet 1973, l'objet d'une distribution dans le public pour laquelle un prospectus a été ou est déposé auprès de cette commission et une permission écrite d'en faire la distribution a été ou est accor-

dée ou pour laquelle une autorisation a été accordée avant le 22 juin 1979 par la Régie de l'électricité et du gaz; et

c) dont la direction générale s'exerce au Québec ou dont plus de la moitié des salaires versés à l'ensemble de ses employés, au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 584, au cours de sa dernière année d'imposition terminée avant la date du prospectus ou de la circulaire visé dans le paragraphe e de l'article 697b l'ont été à des employés d'un établissement de la corporation situé au Québec.

Restric-
tions appli-
cables à
certaines
corpora-
tions.

«**697d.** La corporation visée dans le paragraphe e de l'article 697b ne doit pas être une corporation dont plus de 50 pour cent des biens sont des actions ou parts d'une autre corporation, des obligations, des *debentures*, des certificats de placements garantis, des unités d'une fiducie de fonds mutuels, des unités qui représentent une part indivise dans un projet ou un bien, des droits de souscription ou d'achat de telles actions ou de l'argent en caisse ou en dépôt, autres que des biens décrits dans le deuxième alinéa.

Biens
décrits.

Les biens dont le premier alinéa prévoit la description sont:

a) des actions comportant un droit de vote d'une autre corporation qui représentent au moins 20 pour cent des actions comportant un droit de vote du capital-actions de cette autre corporation qui n'est pas elle-même une corporation dont plus de 50 pour cent des biens sont des biens décrits dans le premier alinéa; ou

b) des actions, parts, obligations ou *debentures* émises par un organisme régi par la Loi des sociétés coopératives agricoles (Statuts refondus, 1964, chapitre 124), la Loi des associations coopératives (Statuts refondus, 1964, chapitre 292) ou la Loi des syndicats coopératifs (Statuts refondus, 1964, chapitre 294), qui n'est pas lui-même un organisme dont plus de 50 pour cent des biens sont des biens décrits dans le premier alinéa.

Certaines
corpora-
tions éligi-
bles.

«**697e.** Une corporation qui ne satisferait pas autrement aux exigences des articles 697c et 697d est réputée y satisfaire si elle est:

a) une corporation constituée en vertu de la Loi concernant les sociétés de développement de l'entreprise québécoise et modifiant la Loi sur les impôts (1976, chapitre 33) et dont l'enregistrement n'est pas révoqué; ou

b) une corporation dont plus de 50 pour cent des actions du capital-actions comportant un droit de vote sont la propriété d'un ou plusieurs organismes régis par la Loi des caisses d'épargne et de crédit (Statuts refondus, 1964, chapitre 293) ou la Loi des caisses d'entraide économique (1974, chapitre 68).

Action ou
part éligi-
ble à un
régime
d'épargne-
actions.

«**697f.** Peut également faire l'objet d'un régime d'épargne-actions une action ou part d'un particulier, autre qu'une action ou part d'admissibilité à titre de membre, appelée dans le présent titre et dans l'article 773a une «action»:

a) émise par un organisme régi par une loi mentionnée dans le paragraphe b du deuxième alinéa de l'article 697d ou le paragraphe b de l'article 697e;

b) que l'organisme émetteur, en vertu des conditions afférentes à l'émission de cette action, ne peut acheter, racheter ou rembourser, sauf à l'occasion de sa liquidation ou du décès de son propriétaire;

c) ne comportant pas le droit de recevoir un intérêt ou dividende autre que celui décrété par l'assemblée générale des membres de l'organisme émetteur ou par son conseil d'administration après la fin de la période pour laquelle il est versé;

d) transférable;

e) qui satisfait à toutes les exigences prévues par les paragraphes c à f de l'article 697b en les adaptant; et

f) dont le certificat est remis directement au courtier ou à la fédération visé dans l'article 697a soit par l'émetteur du certificat, soit par un autre courtier, au sens de la Loi des valeurs mobilières, ou une autre fédération visée dans l'article 697a, qui lui certifie qu'il a été détenu, sans interruption depuis son émission, par un tel courtier ou une telle fédération.

«CHAPITRE II

«DÉDUCTION

Déduction
maximale.

«**697g.** Un particulier, autre qu'une fiducie, qui réside au Québec le dernier jour d'une année d'imposition et qui, au cours de l'année, a acheté et inclus une action dans un régime d'épargne-actions dont il est bénéficiaire, peut déduire, dans le calcul de son revenu imposable pour l'année, à l'égard de l'ensemble des régimes d'épargne-actions dont il est bénéficiaire, un montant qui n'excède pas:

a) le coût, pour lui, des actions qu'il a achetées et incluses dans cet ensemble au cours de l'année; ou

b) l'excédent du coût, pour lui, des actions incluses dans cet ensemble à la fin de l'année sur l'excédent de l'ensemble des montants qu'il a déduits en vertu du présent article pour les deux années d'imposition précédentes sur tout montant devant être inclus dans le calcul de son revenu en vertu de l'article 697i pour l'année d'imposition précédente, lorsque le montant déterminé en

vertu du présent paragraphe est inférieur à celui déterminé en vertu du paragraphe *a*.

Déduction
maximale.

Toutefois, le montant de cette déduction ne doit pas être supérieur à l'excédent, sur l'ensemble des montants admissibles en déduction dans le calcul du revenu du particulier pour l'année en vertu du paragraphe *c* de l'article 64 et des paragraphes *b* et *ba* de l'article 309, du moindre de 15 000 \$ ou de 20 pour cent de son revenu gagné pour l'année au sens de l'article 685.

Montants
non inclus
dans le
coût d'une
action.

«**697h**. Aux fins du présent titre, le coût d'une action s'établit sans tenir compte des frais d'emprunt, de courtage, de garde ou autres frais semblables relatifs à cette action.

Aliénation
d'une
action ne
constituant
pas un
retrait.

De plus, l'aliénation d'une action réputée être faite immédiatement avant le décès d'un particulier en vertu de l'article 363 ne constitue pas un retrait de cette action de l'ensemble des régimes d'épargne-actions dont ce particulier était bénéficiaire immédiatement avant son décès.

«CHAPITRE III

«MONTANT À INCLURE

Montant
à inclure
dans le
calcul du
revenu.

«**697i**. Un particulier, autre qu'une fiducie, qui réside au Québec le dernier jour d'une année d'imposition et qui, au cours de cette année, a retiré une action d'un régime d'épargne-actions dont il est bénéficiaire, doit inclure, dans le calcul de son revenu pour l'année, à l'égard de l'ensemble des régimes d'épargne-actions dont il est bénéficiaire, un montant égal:

a) au coût, pour lui, des actions qu'il a retirées de cet ensemble au cours de l'année; ou

b) à l'excédent de l'ensemble des montants qu'il a déduits en vertu de l'article 697*g* pour les deux années d'imposition précédentes, moins tout montant devant être inclus dans le calcul de son revenu en vertu du présent article pour l'année d'imposition précédente, sur le coût, pour lui, des actions incluses dans l'ensemble de ces régimes à la fin de l'année, lorsque cet excédent est inférieur au montant déterminé en vertu du paragraphe *a*.

«CHAPITRE IV

«ADMINISTRATION

Obligation
pour le
courtier de
maintenir
un registre.

«**697j**. Tout courtier ou fédération avec lequel un particulier a conclu un arrangement qui est un régime d'épargne-actions doit maintenir au Québec un registre faisant état, dans un

compte distinct portant le nom du particulier, de toutes les opérations effectuées pour le compte de ce particulier en vertu de ce régime.

Exigences
auxquelles
doit satis-
faire le
courtier.

Ce courtier ou cette fédération doit également s'assurer que toute action incluse dans ce régime satisfait aux exigences des paragraphes *d* et *g* de l'article 697*b* ou à celles du paragraphe *e* de l'article 697*f*, dans la mesure où il réfère au paragraphe *d* de l'article 697*b*, et du paragraphe *f* de cet article 697*f*, et que le prospectus ou la circulaire visé dans le paragraphe *e* de l'article 697*b* ou le paragraphe *e* de l'article 697*f*, dans la mesure où il réfère au paragraphe *e* de l'article 697*b*, concernant cette action, contient la stipulation y décrite ou que cette action satisfait aux exigences de l'article 9 de la Loi sur les régimes d'épargne-actions, modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et modifiant la Loi des valeurs mobilières (1979, chapitre 14).

Déclara-
tions par
le parti-
culier.

«**697k.** Un particulier doit joindre à sa déclaration fiscale produite pour une année d'imposition conformément à l'article 732 un état en la forme prescrite concernant l'ensemble des régimes d'épargne-actions dont il est bénéficiaire ainsi qu'une copie de toutes les déclarations en la forme prescrite qu'il a reçues pour cette année, à l'égard de ces régimes, des courtiers ou des fédérations visés dans l'article 697*a*.»

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes.

1972, c. 23,
a. 773*a*, aj.

5. 1. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 773, du suivant:

Faux
énoncés ou
omission
par le
courtier.

«**773a.** Lorsque, dans un prospectus ou une circulaire visé dans le paragraphe *e* de l'article 697*b* ou le paragraphe *e* de l'article 697*f*, dans la mesure où il réfère au paragraphe *e* de l'article 697*b*, et relatif à l'émission d'une action ou d'un droit de souscrire une action, une corporation fait la stipulation décrite dans ce paragraphe et qu'une telle stipulation est fausse, la corporation est passible d'une pénalité égale à vingt pour cent du montant originellement versé à la corporation pour toute action de cette émission distribuée au Québec à un particulier, autre qu'une fiducie.

Exception.

Le présent article ne s'applique pas dans le cas d'une corporation constituée en vertu de la Loi concernant les sociétés de développement de l'entreprise québécoise et modifiant la Loi sur les impôts.»

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes.

1972, c. 23,
a. 774,
remp.
Fardeau
de la
preuve.

6. 1. L'article 774 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**774.** Aux fins d'un appel interjeté en vertu de la présente partie et portant sur une pénalité, le fardeau de prouver les faits visés dans les articles 772 à 773a incombe au ministre.»

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes.

S.R.,
c. 274,
a. 21, mod.

7. L'article 21 de la Loi des valeurs mobilières (Statuts refondus, 1964, chapitre 274), modifié par l'article 2 du chapitre 82 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié par la suppression du paragraphe *b* du premier alinéa.

S.R.,
c. 274,
a. 52,
mod.

8. L'article 52 de ladite loi est modifié par la suppression du paragraphe *b*.

Disposi-
tions tran-
sitoires.

9. 1. Malgré toute autre disposition inconciliable, une action d'une corporation constituée en vertu de la Loi concernant les sociétés de développement de l'entreprise québécoise et modifiant la Loi sur les impôts (1976, chapitre 33) et dont l'enregistrement n'est pas révoqué, émise après le 27 mars 1979 conformément à une permission accordée avant le 28 mars 1979 par la Commission des valeurs mobilières du Québec et achetée par un particulier en tant que premier acquéreur, peut faire l'objet d'un régime d'épargne-actions, même si le prospectus ou la circulaire relatif à l'émission de cette action ne stipule pas qu'elle peut faire l'objet d'un tel régime, pourvu que:

a) s'il s'agit d'une action émise le ou avant le 22 juin 1979, le certificat de cette action soit remis, dans les dix jours qui suivent le 22 juin 1979, au courtier visé dans l'article 697a; ou

b) s'il s'agit d'une action émise après le 22 juin 1979, la condition prévue par le paragraphe *g* de l'article 697b de la Loi sur les impôts, édicté par l'article 4, soit remplie.

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes.

Entrée en
vigueur.

10. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.